



PRAXIS

LES EXPÉRIENCES
INNOVANTES D'AVSF

 **agronomes & vétérinaires**
SANS FRONTIÈRES

PAYS
Equateur

TITRE DU PROJET
AGUA RIOBAMBA, Gestion concertée de la ressource en eau du bassin versant Chambo (Andes centrales)

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS
30.000 familles

PARTENAIRES LOCAUX
CESA et INTERJUNTAS, Municipalités de Riobamba et Guano, Ministère de l'Eau SENAGUA

PÉRIODE
2007-2013

COÛT TOTAL
700 000 euros

PRINCIPAUX BAILLEURS
Union Européenne, AFD, Agence de l'Eau Seine Normandie, Collectivités locales

Partager l'eau en Equateur

Construire un dispositif pérenne de concertation et d'action pluri-acteurs pour une répartition équitable de la ressource en eau entre ville et campagne, et la gestion et protection de cette ressource.

© AVSF - Ivan Kashinsky

Une situation emblématique des tensions sur le partage et la gestion de l'eau

Pays à revenu intermédiaire, l'Equateur n'en reste pas moins un pays inégalitaire et polarisé. Riche en eau, l'Equateur souffre pourtant d'une distribution historique inégale de la ressource. Seuls les 2/3 de la population accèdent à l'eau pour la consommation humaine. La population paysanne qui représente 86 % des irrigants, n'accède qu'à 13% du débit, tandis que le secteur privé agro-exportateur, qui représente 1% des exploitations agricoles concentre 67% du débit¹.

D'une superficie de 3.600 km², le bassin versant de la rivière Chambo occupe la moitié nord de la province Chimborazo. Huit cantons de la province sont sous influence de ce bassin versant, situé entre 2.000 à 6.310 mètres d'altitude. Sa population indienne et métisse dépasse les 340.000 habitants. La capitale provinciale, Riobamba, accueille plus de 150.000 habitants.

De fortes tensions existent sur la ressource en eau : le débit moyen interannuel disponible est de 62 m³/s. 53 m³/s de droits d'eau ont été donnés en concession par l'Etat, mais le débit d'étiage est de seulement 40 m³/s, ce qui génèrent

de nombreux conflits entre usagers. L'irrigation dispose d'un droit d'eau théorique de 35 m³/s pour 39.000 ha, mais seuls 17.000 ha peuvent effectivement être irrigués. De nombreux cours d'eau sont asséchés en période d'étiage en particulier par les deux centrales hydro-électriques présentes sur le territoire, ou par les irrigants eux-mêmes. Le taux de couverture en eau de consommation humaine serait de 89 % en milieu urbain et de 80 % dans le secteur rural. La croissance de la ville de Riobamba, inquiète de ses sources futures d'approvisionnement, augmente la tension sur la ressource : le thème du partage de l'eau entre ville et campagne se pose.

De surcroît, **la ressource est polluée** : le taux de couverture d'assainissement est pratiquement nul. Les quantités de matière organique et substance chimique déversées de manière continue dans les milieux ne permettent pas aux rivières de réaliser une autoépuration complète. Or ces eaux sont par ailleurs déviées pour un usage agricole.

Au final, les conflits autour du partage et l'accès à l'eau ne sont pas dus à la rareté de la ressource, mais bien à une réelle crise de gestion, dont les raisons sont connues :

¹ Données du Conseil National des Ressources Hydriques (CNRH)

- ▶ un manque d'information hydrique fiable et transparente pour la prise de décision, qui a pour conséquence une répartition peu équitable des droits d'eau par les institutions de l'Etat, parfois même erronée quant aux débits réellement disponibles à l'étiage, souvent au détriment des paysans irrigants.
- ▶ une gestion de l'eau fragmentée entre différents ministères, les collectivités et les groupes d'usagers, et une prise de conscience limitée quant aux problèmes de l'eau sur l'ensemble du bassin, qui se traduisent par une gestion individualiste de chacun des usagers et la primauté des relations de pouvoir dans le partage de la ressource (entre la ville et les campagnes par exemple).
- ▶ enfin, un contexte institutionnel en plein ajustement (déconcentration, décentralisation) qui favorise la confusion et la superposition de responsabilités entre collectivités, corporation régionale de développement, la nouvelle institution étatique de l'eau (SENAGUA) et les associations d'usagers.



Une démarche de concertation pluri-acteurs pour une gestion concertée de l'eau

AVSF et son allié, la Centrale Equatorienne de Services Agricoles CESA¹, ont ainsi décidé d'animer depuis 2007 une concertation entre tous les acteurs de l'eau du bassin. Dans cette ancienne région de grands domaines latifundiaires, la coopération internationale a longtemps accompagné, et de manière pertinente, la structuration d'organisations paysannes d'irrigants en capacité de lutter pour accéder à des droits d'eau sur des terres nouvellement acquises après la réforme agraire, ou tout simplement pour la défense de droits d'eau anciens. Mais la croissance démographique et la concurrence aujourd'hui accrue pour l'accès à l'eau entre des acteurs aux intérêts divergents et en relation de pouvoir souvent asymétrique remettent en cause les fragiles équilibres établis sur la répartition et la gestion de l'eau, tandis que la dégradation des eaux superficielles, souterraines et des zones d'approvisionnement en altitude s'accroît.

L'innovation de l'action réside ainsi dans la création d'un dispositif de concertation qui permet à tous ces acteurs de négocier des accords à bénéfice réciproque dans le domaine de la répartition de l'eau et de sa gestion et de mutualiser des moyens techniques et financiers pour une protection collective de la ressource. Dans un contexte politique sur l'eau en plein bouleversement (nouvelles institutions, nouvelle Loi en débat, etc.), les résultats obtenus sont déjà prometteurs

¹ ONG équatorienne de développement spécialisée dans le développement agricole et rural et la gestion de l'eau rurale.

- ▶ Depuis 2009, un premier **diagnostic** a été fait puis diffusé, rendant transparente pour tous de l'information hydrique manquante. Celui-ci s'enrichit actuellement de plusieurs études qui permettront d'améliorer les connaissances des acteurs sur les ressources en eau et d'améliorer son usage et partage. Un inventaire des droits et usages de l'eau est en cours de réalisation en coordination avec la SENAGUA, dont les résultats seront mis en ligne à travers une base de données, d'accès simple et par tous, qui servira également à la résolution de nombreux conflits. Des accords ont donc été conclus entre organismes publics du bassin pour la mise en place d'un **système durable de gestion de l'information** sur les usages et la disponibilité en eau et pour le suivi de la qualité des eaux de rivière.
- ▶ Cet état des lieux a également permis d'ouvrir le débat sur des bases saines et lever des blocages : les différents acteurs et usagers de l'eau, réunis au sein du Comité du bassin, sont ainsi parvenus à définir de manière consensuelle les grands enjeux pour la gestion de l'eau du bassin ainsi que les mesures concrètes à mettre en œuvre. L'ensemble des acteurs du territoire travaillent aujourd'hui à la formulation d'un premier **plan de gestion du bassin versant du Chambo**. La SENAGUA et le Ministère du Développement et de la Planification (SENPLADES) considèrent qu'il s'agit d'un processus pilote à l'échelle nationale.
- ▶ **Un comité de bassin du « Chambo » a été créé en 2010 et s'est renforcé**, intégré et construit par les usagers de

l'eau, urbains et ruraux, les collectivités territoriales et les ministères de l'eau, de l'environnement, de l'agriculture, de l'urbanisation et habitat. 78 personnes ressources de ce comité ont été parallèlement formées sur des thèmes aussi divers que la gestion de l'eau par bassin versant, la connaissance du bassin Chambo et de sa réalité hydrique, l'apprentissage de techniques de concertation, ou la connaissance de la réglementation en vigueur et des débats actuels. Ce Comité est en charge de la finalisation du **plan de gestion du bassin versant**. De plus, certaines orientations et décisions prises par cet espace ont été assumées par les décideurs politiques, comme par exemple la SENAGUA lors de la construction de la méthodologie d'inventaire des usages de l'eau.

► **Un accord politique est en cours d'obtention pour un partage équitable de l'eau entre deux acteurs majeurs du bassin, historiquement en conflit, le secteur paysan indigène de Licto et la ville de Riobamba**, accord qui devrait être bénéfique pour les deux parties. Les organisations paysannes craignaient pourtant une éventuelle mainmise de la ville sur leur concession d'eau après des années de lutte pour obtenir cette ressource. Les irrigants indigènes envisagent de transporter l'eau de la ville dans le canal d'irrigation Licto pour que la ville de Riobamba accède à un débit d'eau additionnel, contre prise en charge par la ville d'une partie des coûts d'entretien, coûteux, du canal

d'irrigation. Pour favoriser un tel accord, de l'information claire et transparente sur l'alimentation en eau potable de la ville de Riobamba a ainsi été rendue publique ; la disponibilité en eau d'irrigation dans la localité de Licto a été confirmée ; un premier diagnostic hydrogéologique des aquifères utilisés par la ville est en cours de réalisation et permettra de déterminer la pérennité de ses ressources. Les décideurs de la ville de Riobamba et les leaders indiens de Licto ont tous été sensibilisés et des visites conjointes ont été organisées sur d'autres sites rencontrant des difficultés similaires.

► **Un outil financier a également été créé en septembre 2008 : le fonds de protection de l'eau FOPAR** (www.protecciondelagua.org). Avec l'appui d'AVSF, les fondateurs et investisseurs de ce fonds, géré par une entité financière spécialisée, sont la Mairie de Riobamba, l'ONG équatorienne CESA et INTERJUNTAS Chimborazo (fédération des associations d'usagers ruraux de l'eau de la province). La mission du FOPAR est de « *réhabiliter, surveiller et protéger l'eau du bassin versant de la rivière Chambo, avec la participation effective de tous les acteurs* ». Les intérêts générés par les placements réalisés ont permis de cofinancer des actions concrètes : classes d'eau et sensibilisation environnementale, projets de dépollution de petites entreprises, etc. Les fondateurs de ce fonds mettent en œuvre actuellement le plan stratégique de renforcement du FOPAR.



© AVSF - F. Apollin

© AVSF - Ivan Kashinsky



- **Des actions pilotes ont également été mises en place afin d'inciter les pouvoirs publics locaux à participer directement à l'amélioration de la qualité de l'eau.** Ainsi une station de traitement des eaux usées domestiques est en cours de construction dans la communauté indienne de Pulinguí, pour plus de 900 bénéficiaires, avec l'appui du canton de Guano. Par ailleurs, des résultats importants ont été obtenus grâce à la construction d'une station de traitement des effluents de la teinturerie de l'entreprise Guijarro. Les effluents déversés dans la rivière Guano satisfont aujourd'hui les normes équatoriennes (TULAS) et le débit utilisé par l'unité de teinturerie s'est réduit de 65 % grâce aux changements de pratiques internes. **La teinturerie sera la première de la province à obtenir prochainement la licence environnementale délivrée par le ministère de l'environnement.**

Le projet confirme sa pertinence : les acteurs locaux considèrent que ce dispositif répond de manière équitable à leurs différents intérêts. Alors que s'opèrent une profonde réforme dans la politique de l'eau du pays, avec l'instauration par l'Etat d'un nouveau modèle de gestion de l'eau, cette action s'est convertie en une référence dans le pays, suivie de près par le Secrétariat National de l'Eau (SENAGUA), et le Secrétariat National de Planification et Développement (SENPLADES) aujourd'hui partie prenante de l'action.

Date d'édition : janvier 2013 - © AVSF

Pour en savoir plus :

Sylvain Bleuze - s.bleuze@avsf.org

Frédéric Apollin - f.apollin@avsf.org

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Lyon

18 rue de Gerland - 69007 Lyon

Tél. : 04 78 69 79 59

Nogent-sur-Marne

45 bis av. de la Belle Gabrielle

94736 Nogent-sur-Marne